



Rapport Annuel 2013

peacebrigadesinternational

Promotion de la non-violence et
des droits de l'Homme depuis 1981

pbi
un espace pour la paix

Chers amis

L'année 2013 a été stimulante pour PBI avec de nouvelles implantations au Kenya, au Honduras et dans le nord du Mexique. Nous avons également dû surmonter d'autres défis : apporter autant de soutien que possible aux défenseurs accompagnés en Colombie et au Népal avec des équipes de taille réduite et, à la fin de l'année, prendre la difficile décision de mettre terme à notre présence sur le terrain au Népal. Toutefois nous poursuivrons notre soutien aux défenseurs népalais, grâce notamment au site interactif "Nepal Monitor", un dispositif innovant de protection que nous avons développé et que nous transférons progressivement à une organisation locale.

En 2013, PBI a accompagné plus de 300 militants qui risquent leur vie pour défendre les droits d'autrui, en Colombie, au Guatemala, au Honduras, au Kenya, au Mexique et au Népal. Ces personnes courageuses sont au coeur de tous nos engagements.

Chaque jour, les volontaires sont témoins de l'impact de la présence de PBI sur le terrain. Les défenseurs que nous accompagnons subiraient plus de risques et seraient moins à même de mener leurs activités si PBI n'était pas là. Mais nous savons également qu'en 2014, il y aura toujours des violations des droits de l'Homme. PBI poursuivra son travail de soutien de tous ceux qui luttent pour promouvoir les droits de la personne et la justice sociale. Ce travail ne serait pas possible sans l'engagement des volontaires de terrain, des bénévoles, et de tous ceux qui soutiennent PBI. Au nom de tous les défenseurs accompagnés par PBI, soyez-en remerciés.

Dans la paix,



Dana Brown
Président de PBI-International

Les Brigades de Paix Internationales (PBI) veulent promouvoir un monde dans lequel les conflits sont traités de manière nonviolente, les droits humains universellement respectés, et où la justice sociale et le respect de toutes les cultures sont devenus réalité. PBI croit qu'on ne peut parvenir à une paix stable et à une résolution durable des conflits par des moyens violents.

PBI travaille dans des pays où des groupes de populations subissent violences, intimidations et répression. Nous n'intervenons qu'à la demande de défenseurs locaux, et en réponse à leurs besoins. Nous sommes convaincus que la résolution durable des conflits ne peut venir de l'extérieur mais doit être fondée sur les capacités et les aspirations de la population locale. Nous refusons de nous imposer, d'interférer ou de nous impliquer directement dans le travail des groupes que nous accompagnons. Nous n'apportons pas d'aide financière, ni d'aide au développement. L'efficacité du travail de PBI vient de ce qu'il associe une présence sur le terrain, aux côtés des défenseurs des droits de l'Homme, et des relations suivies avec un vaste réseau international de soutien.

Sommaire

Ce que fait PBI 3

2013 en chiffres 4

Où travaille PBI 6

Plaidoyer : quelques faits significatifs 8

Regards sur les activités de terrain 10

Nos volontaires, nos bénévoles et nos soutiens 14



Une volontaire de PBI en mission d'observation lors d'une manifestation organisée par AMISMAXAJ (association de femmes indigènes), Jalapa, Guatemala, 2013.

Membres du Conseil International de PBI en 2013 :

Dana Brown (président), John Carlane (vic-président), Michael Bluett (secrétaire), Ellen Kaas (trésorière), Neena Acharya, Paola Carmagnani, George Chandler, Stephen Darvill, Sonia de Mezza, Diane Hendrick, Guro Nilsen, Gary Ockenden, Sophie Parron.

Photo de couverture

Une volontaire de PBI accompagne des membres de la Commission Inter-ecclésiale Justice et Paix, Urabá, Colombie.



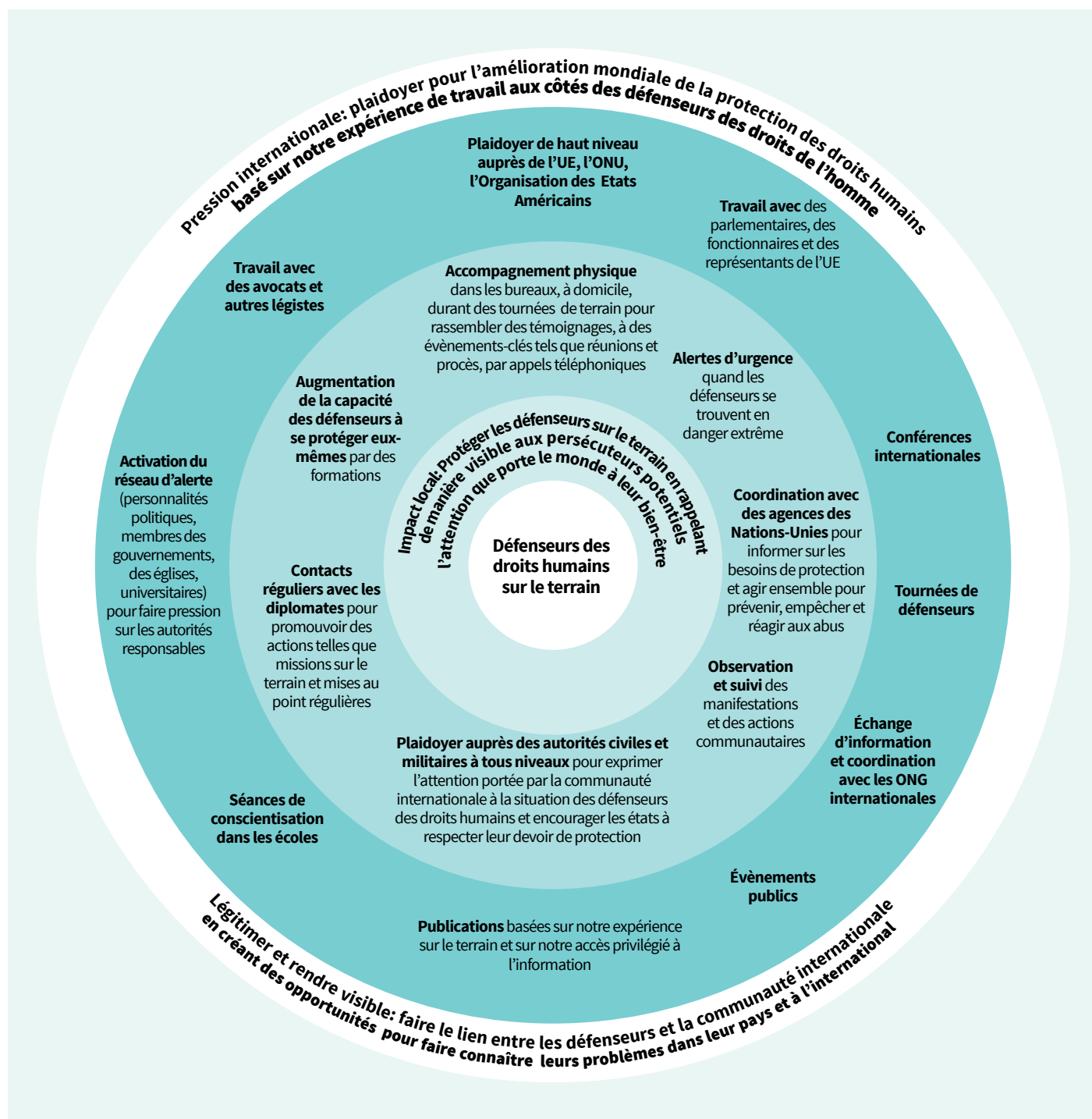
Ce que fait PBI

Les défenseurs des droits de l'Homme – ces personnes courageuses qui se battent pour les droits et la dignité de leurs peuples, parce qu'elles croient que tout homme a le droit de vivre en paix dans la justice – sont au cœur de l'engagement des Brigades de Paix Internationales. PBI

offre protection, soutien et reconnaissance internationale aux défenseurs qui oeuvrent, sur le terrain, dans des zones de conflit où ils sont réprimés. PBI intervient à la demande de ces défenseurs, les aide à créer des liens avec l'extérieur et à faire connaître leur combat.

PBI intervient à tous les niveaux –

auprès du militaire posté à un checkpoint jusqu'aux instances gouvernementales ou internationales, comme les Nations Unies – pour faire appliquer les droits internationalement reconnus. Nos équipes de volontaires internationaux témoignent que le monde observe et se tient prêt à agir.



2013 en chiffres

En 2013, PBI a apporté aide et protection à **130 femmes** et **181 hommes** défenseurs appartenant à **43 organisations**. A elles toutes ces organisations ont soutenu des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants à qui étaient déniés le bénéfice de leurs droits fondamentaux – qu'ils aient été chassés de leurs terres, que des membres de leurs familles aient "disparu" ou aient été victimes de torture ou d'enlèvement de la part des forces armées.

PBI a réalisé **1 041 journées d'accompagnement physique** de défenseurs en 2013.

Nous avons effectué **602 visites à des organisations ou à des personnes accompagnées** en 2013. Ces rencontres apportent aux défenseurs un soutien moral et des conseils pratiques. Elles visent tantôt à s'assurer que "tout va bien", tantôt à apporter des réponses adaptées à des incidents menaçant leur sécurité.

PBI a également donné des centaines d'appels téléphoniques pour s'informer de la situation des défenseurs et s'assurer de leur sécurité.

A la demande d'organisations de défense des droits humains, PBI a assuré ou hébergé **61 ateliers de formation à la sécurité et à la gestion de la pression psychologique pour 1033 défenseurs** (564 femmes et 469 hommes).

ACCOMPAGNEMENT PHYSIQUE : Conseil du Peuple K'iche' (CPK), Guatemala

Cette organisation de base rassemble les habitants de 87 communautés du département du Quiché (K'iche', selon la nouvelle transcription alphabétique des langues) et joue un rôle important pour la promotion et la défense des droits

collectifs des communautés indigènes de la région. Quand, en juin 2013, les mesures de protection ordonnées par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme au bénéfice de Aura Lolita Chávez Ixcaquic, un leader de CPK, ont été supprimées, PBI lui assuré un accompagnement physique intensif qui contribua à la reprise des mesures de protection officielles. PBI a assuré 10 jours d'accompagnement physique à CPK en 2013.



Lolita Chavez, une des leaders du CPK, intervient lors d'une manifestation à Quiché, Guatemala

ATELIERS : Programme de formation à la sécurité pour les défenseurs au Mexique

En 2013, PBI a assuré des formations à la sécurité pour 43 organisations dans 14 états mexicains ainsi que pour 36 responsables de communautés à Oaxaca. Toutes les organisations accompagnées à Oaxaca ont appliqué les pratiques recommandées par PBI et ont adapté les procédures et les outils proposés à leurs besoins. Elles ont par exemple mis en oeuvre des mesures de sécurité informatique (notamment des programmes de cryptage) et appliqué les consignes de sécurité préconisées dans leurs bureaux et lors de leurs déplacements. Código-DH et EDUCA, deux des organismes qui ont participé aux formations dispensées par PBI en 2013 ont commencé à partager et diffuser ces formations auprès d'autres défenseurs du Mexique.



Des volontaires de PBI animent un atelier de sécurité pour des défenseurs à Oaxaca, Mexique

ACTION URGENTE :
Commission Inter-ecclésiastique
Justice et Paix (CIJP), Colombie

En août 2013, des membres de la CIJP ont été victimes de 4 agressions et actes d'intimidation, qui les ont obligés à suspendre momentanément leur activité dans la région de Curbaradó. PBI a activé son réseau d'actions urgentes, soulignant la gravité de la situation auprès du Groupe des délégués aux Droits de l'Homme de l'Union Européenne et auprès des



Une volontaire PBI avec des membres de la CIJP à Curbaradó, Colombie.

représentants d'ambassades de pays n'appartenant pas à l'UE. PBI a également rencontré plusieurs représentants des autorités colombiennes. Le gouvernement colombien a alors pris plusieurs nouvelles mesures de protection en faveur de membres de la CIJP et les services du Procureur Général ont plaidé pour que toutes les agressions et menaces à l'encontre de la CIJP soient traitées ensemble.

En Colombie, au Guatemala, au Mexique et au Népal, PBI a fait part de ses préoccupations concernant les défenseurs au cours de **306 réunions avec les autorités locales, régionales ou nationales**, pressant ces responsables de tenir leurs engagements à protéger les droits des populations.

Nous avons publié au moins **27 bulletins d'information ou vidéos** comprenant des interviews, les informations les plus récentes et la présentation du contexte dans lequel agissent les défenseurs avec lesquels nous travaillons. Nous adressons chaque mois, aux membres de notre réseau d'appui, une note donnant les dernières nouvelles concernant les droits de l'Homme. Notre accès privilégié aux sources d'information, la rigueur de nos analyses et leur objectivité sont des éléments importants pour l'efficacité de la protection que nous apportons.

A 14 reprises, nous avons dû solliciter notre réseau d'alerte en réaction aux menaces particulièrement pressantes que devaient affronter les défenseurs que nous accompagnons.

”Sans l'accompagnement international, nous serions morts. Grâce à lui, nous pouvons avancer, nous développer, nous pouvons cultiver et continuer à vivre. C'est comme un bâton de marche qui nous permet de nous déplacer”

JESÚS EMILIO TUBERQUIA
Communauté de Paix de San José
de Apartadó, Colombie

TOURNÉES DE PLAIDOYER :
Silvia Grijalva, du Centre pour les Droits de l'Homme de Paso del Norte (Mexique) et Alberto Xicoténcatl, de la maison des Migrants de Saltillo (Mexique).



Silvia Grijalva et Alberto Xicoténcatl participent à une table ronde, Washington DC

En avril 2013, PBI a organisé pour Silvia Grijalva et Alberto Xicoténcatl une visite à Washington DC, pour qu'ils alertent sur ce problème si grave : les tortures et mauvais traitements à l'égard des migrants. Pendant cette tournée, ces deux défenseurs ont rencontré 114 personnes, notamment des parlementaires, des représentants du gouvernement, des juristes, des représentants de la Commission interaméricaine pour les droits de l'Homme et des ONG. Sylvia and Alberto ont également participé à une rencontre publique consacrée à la situation

des défenseurs des droits de l'Homme au Mexique. Un des résultats de cette tournée a été l'envoi au secrétaire d'État John Kerry d'une lettre rédigée par des parlementaires appartenant aux deux partis, demandant à ce que la situation des droits de l'Homme soit inscrite à l'agenda des relations diplomatiques avec le Mexique. Cette lettre mentionnait entre autres les risques de torture et de disparition forcée encourus par les défenseurs, la mise en oeuvre encore incomplète du *Mécanisme de protection pour les défenseurs et les journalistes* et les problèmes liés aux juridictions militaires.

Où travaille PBI

Pays d'intervention de PBI

Colombie

En 2013, 17 volontaires internationaux ont accompagné 148 défenseurs travaillant dans différents domaines, de la protection des ressources naturelles aux disparitions forcées. Les équipes de volontaires sont basées à Bogota, Barrancabermeja et en Uraba.

Guatemala

En 2013, 9 volontaires internationaux ont accompagné 82 défenseurs qui militent pour l'environnement et le droit à la terre, contre l'impunité et les méfaits de la mondialisation. Les volontaires sont basés à Guatemala City et se déplacent dans le pays lorsque c'est nécessaire.

Honduras

A la suite d'une enquête approfondie en 2011-2012, PBI a envoyé en 2013 une petite équipe au Honduras pour préparer l'implantation d'une équipe plus importante. Dès cette année ont été menées des actions de lobbying et de mise en réseau. Notre objectif est de répondre aux besoins des défenseurs en leur apportant protection et soutien.

Indonésie

PBI a continué à suivre la situation des défenseurs en Indonésie, notamment en Papouasie. En 2013 nous avons travaillé avec ELSAM (Lembaga Studi dan Advokasi Masyarakat, Institut pour la recherche publique et le plaidoyer), une ONG implantée à Jakarta, pour développer un programme de protection et de formation pour les défenseurs indonésiens. Nous espérons le mettre en oeuvre à l'automne 2014.

Kenya

PBI a implanté une équipe de 4 volontaires expérimentés et d'un coordinateur au

Kenya en janvier 2013, projet suivi par le Secrétariat international à Londres. Dans un premier temps le travail a consisté à bâtir un réseau de soutien avec les défenseurs locaux et les organisations de la société civile et à entreprendre des actions de lobbying.

Mexique

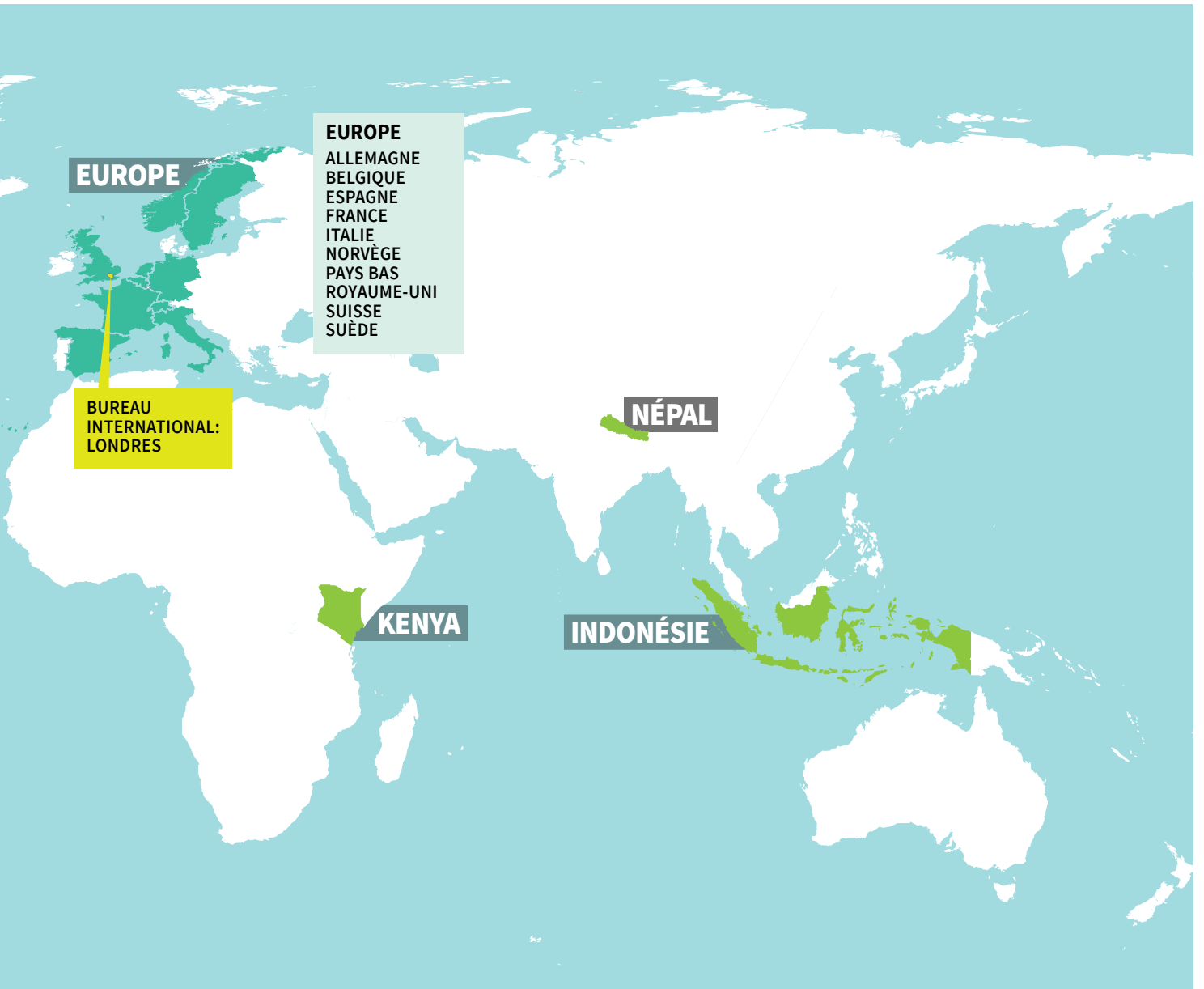
En 2013, 9 volontaires internationaux ont accompagné 96 défenseurs qui travaillent sur les questions d'impunité, de droit des indigènes et de protection de l'environnement. Les volontaires se répartissent en trois équipes, à Mexico City, Oaxaca et dans le nord du pays (états de Chihuahua et de Coahuila).

Népal

En 2013 PBI a initié un petit projet à Katmandou qui vise à suivre la situation politique et celle des droits de l'Homme : grâce à ce dispositif les défenseurs devraient pouvoir mieux se protéger et mieux répondre à leurs besoins grâce à leur mise en réseau et leurs liens avec la communauté internationale.

Note de bas de page: Le nombre de volontaires cité dans chaque programme est le nombre moyen de volontaires présent à un moment donné dans cette équipe.





EUROPE

EUROPE
 ALLEMAGNE
 BELGIQUE
 ESPAGNE
 FRANCE
 ITALIE
 NORVÈGE
 PAYS BAS
 ROYAUME-UNI
 SUISSE
 SUÈDE

BUREAU INTERNATIONAL: LONDRES

NÉPAL

KENYA

INDONÉSIE

Groupes Nationaux

Allemagne	Italie
Belgique	Norvège
Canada	Pays bas
Espagne	Royaume-uni
États-unis	Suisse
France	Suède

Les groupes nationaux de PBI

Sans ces groupes nationaux, PBI ne pourrait pas offrir cet accompagnement protecteur international aux défenseurs des droits de l'Homme, et les soutiens internationaux qu'il peut mettre en oeuvre seraient limités. Les groupes nationaux recrutent, forment et soutiennent les volontaires. Ils lèvent des fonds pour le travail de terrain. Ils créent des liens avec les élus, les milieux diplomatiques, les avocats, juges, universitaires, les ONG, les églises, des associations et militants de base, qui tous participent au soutien des défenseurs accompagnés par PBI. Les groupes nationaux attirent l'attention du public sur les violations des droits de l'Homme et suscitent l'action de la communauté internationale.

Légende :

-  **Programmes d'intervention**
-  **Groupes nationaux**
-  **Secrétariat international**

Plaidoyer : quelques faits significatifs

En 2013, des volontaires de PBI ont travaillé en Colombie, au Guatemala, Honduras, au Kenya, au Mexique et au Népal – tous pays où les défenseurs des droits de l'Homme doivent affronter des menaces, des intimidations, du harcèlement, des arrestations et détentions arbitraires, des persécutions,

la torture et la mort à cause de leurs convictions et actions. Notre proximité avec les défenseurs, sur le terrain, nous permet de recueillir des informations précises et détaillées pour alerter la communauté internationale et contribuer à construire un environnement plus sûr pour ces personnes si courageuses qui se dressent pour

défendre les droits des autres, souvent au prix de sacrifices coûteux pour elles-mêmes.

Les pages suivantes se proposent de présenter quelques faits saillants du travail de plaidoyer mené en 2013 par les groupes nationaux de PBI, en lien avec les équipes de terrain.

Des progrès dans la protection des femmes défenseuses

PBI fait partie de la coalition internationale des femmes défenseuses, un réseau mondial de soutien et de plaidoyer pour les femmes défenseuses. En mars 2013, PBI a participé à la 57ème session de la commission sur le statut de la femme au quartier général des

Nations unies à New York. Le document publié à la fin de cette rencontre enjoint les États de protéger les femmes défenseuses. PBI a veillé à ce que cette résolution soit également adoptée par l'État colombien, qui a ensuite invité d'autres États latino-américains à faire de même.

Dans le même cadre, PBI a participé à un projet de recherche participative concernant les mécanismes de protection

et les systèmes d'alerte proposés par les États et des institutions régionales ou internationales. PBI a fourni des informations détaillées et assuré la traduction de l'extension d'un répertoire en ligne des dispositifs de réponse urgente : une initiative collective remarquable qui vise à systématiser le champ des réponses disponibles pour les femmes défenseuses en situation de risque.

Constituer des réseaux et alerter

Les groupes nationaux de PBI ont organisé des tournées de plaidoyer pour 23 défenseurs en 2013.

En novembre 2013, PBI a permis à Jesús Emilio Tuberquia et à Arley Tuberquia, deux représentants de la Communauté de paix de San José de Apartadó de se rendre en Belgique, au Royaume-Uni, en Suisse et en Espagne pour solliciter le soutien de leur Communauté de paix qui vit toujours au milieu d'un conflit armé très brutal, en dépit des négociations en cours entre les FARC et le gouvernement de Colombie. A Londres, ils ont été reçus au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, ils ont rencontré des parlementaires et des membres du Barreau, la commission parlementaire pour la responsabilité sociale des entreprises et celle pour les droits de l'Homme. Ils ont également rencontré 7 différentes ONG et une entreprise de commerce équitable. Ils ont donné 7 interviews, pris la parole lors de deux manifestations publiques et reçu de Peace Direct le prix *Batisseurs de paix* pour demain.

Tout au long de l'année, les groupes nationaux de PBI entretiennent des relations de haut niveau avec des responsables gouvernementaux, des parlementaires, des représentants de l'Union Européenne et des Nations unies et participent à des collectifs dédiés aux droits de l'Homme. Ils organisent également des manifestations pour le public : ainsi PBI-Belgique a projeté le film *Jusqu'à la*



Jesús Emilio prend la parole au cours d'une manifestation à Londres

dernière pierre concernant la Communauté de paix de San José de Apartadó, projection suivie d'un débat avec des experts. A la demande d'une ONG qui se consacre au soutien des victimes de la Mafia et d'autres organisations

criminelles, PBI-Italie a organisé un séminaire sur le travail de PBI dans un contexte de conflits. PBI-Espagne a réalisé une exposition de photos évoquant le travail de PBI depuis 30 ans.

Les droits de l'Homme dans le monde des affaires

Un nombre croissant de défenseurs avec lesquels PBI travaille soutiennent des communautés qui luttent pour faire valoir leurs droits vis-à-vis de méga-projets portés par des intérêts économiques puissants. Pour prendre en compte l'importance de ces situations dans de très nombreux combats concernant les droits humains, les équipes de PBI ont travaillé en 2013 à définir une stratégie et un plan d'action à propos des droits de l'Homme face au monde des affaires.

PBI est intervenu auprès des Nations unies (Rapporteur spécial pour les défenseurs et groupe de travail "Droits de l'Homme et sociétés transnationales et autres entreprises") pour demander



Protestation pour protéger l'environnement, Honduras



L'ambassadrice de Norvège, Harriet Berg, et le défenseur Jorge Luis Morales (UVOC - Association de défense d'agriculteurs autochtones, Guatemala) lors d'une table ronde organisée par PBI et l'OMCT (Organisation Mondiale Contre la Torture), Forum des Nations Unies "Entreprises et droits de l'Homme"

plus de vigilance et de protection pour les défenseurs engagés dans ces domaines.

Le second Forum des Nations Unies sur "Entreprises et droits de l'Homme" s'est tenu à Genève du 2 au 4 décembre 2013. Près de 1500 personnes, originaires de plus de 100 pays y participèrent. Les 20 sessions officielles ont été complétées par un grand nombre de sessions parallèles. L'une d'entre elles, co-organisée par PBI, avait pour objectif de faire le point sur les progrès et les défis qui restent à relever en ce qui concerne l'impact des entreprises sur les droits de l'Homme et sur la mise en

oeuvre des "principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme". La rencontre a été suivie par près de 250 délégués et retransmise autour du monde par internet et sur twitter. Deux défenseurs accompagnés par PBI, Jorge Luis Morales (Guatemala) et Sara Mendez (Mexique) ont participé au Forum, pris la parole pendant cette session, et enrichi leur compréhension de ces problèmes.

En participant à ce Forum, PBI a pu rencontrer de nombreux participants et les inviter à soutenir et protéger les défenseurs contre le harcèlement et les mesures de

Les défenseurs de la terre et de l'environnement sont toujours sur une liste noire ... au lieu des les considérer comme des criminels, des "ennemis du progrès", voire des terroristes, il faudrait les respecter en tant que parti-prenantes des consultations prévues par "Les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme" (art. 18)

DEBBIE STOTHARD, secrétaire générale de la FIDH (Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme) qui présidait cette session.

représailles dont ils font l'objet. Nous avons pu intensifier nos relations avec les membres du groupe de travail de l'ONU et leur faire connaître nos positions. Nous avons pu rencontrer personnellement le Rapporteur spécial sur les défenseurs, lui présenter notre démarche et attirer son attention sur des cas particuliers. Elle s'est montrée très convaincante quant à la nécessité de soutenir les défenseurs investis dans ce champ d'activité. PBI a pris également de nombreux contacts avec des représentants d'autres ONG facilitant ainsi de futures coopérations.

Regards sur les activités de terrain

En 2013 PBI a travaillé avec des défenseurs des droits de l'Homme dans 4 pays d'Amérique latine (Colombie,

Guatemala, Honduras, Mexique), en Afrique (Kenya) et en Asie (Népal et Indonésie). Les pages suivantes donnent un aperçu de la complexité

des défis auxquels sont affrontés les défenseurs et des risques encourus. Elles montrent également comment PBI les soutient.

Colombie

En 2013, sur fond de pourparlers entre le gouvernement colombien et les FARC, les agressions contre les défenseurs ont augmenté. L'organisation colombienne *Somos defensores* recense, pour 2013, 366 agressions contre des défenseurs, dont 78 meurtres (contre 357 agressions et 69 meurtres en 2012).

La Colombie, où PBI intervient depuis 1994, demeure son programme le plus important, bien que les équipes aient dû être réduites de 40% en 2013. Néanmoins, nous avons pu accompagner le même nombre de défenseurs que dans les années précédentes. Nous avons mis au point un programme d'accompagnement plus flexible et plus réactif, qui vise à les protéger dans les circonstances où ils sont le plus vulnérables.

En 2013, nous avons porté nos efforts majoritairement sur les cas liés à la

restitution des terres. Nous avons apporté soutien et protection à la CIJP et à la Communauté Cavida, notamment à l'occasion de leur plainte auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, qui a condamné la Colombie pour l'opération Genesis de 1997. (Cette opération avait entraîné le déplacement forcé de milliers d'Afro-colombiens dans l'état de Chocó et donné lieu au meurtre atroce de Marino Lopez Mena). PBI a fourni un accompagnement protecteur pour le retour de la famille Ruiz sur ses terres à Curvarado, compte tenu des risques encourus à la suite de l'assassinat du père (Manuel, 56 ans) et du fils (Samir, 15 ans) par des para-militaires. Nous avons aussi accompagné des communautés qui avaient été déplacées pendant 9 mois dans des conditions sordides, pour le chantier de Hidroituango, le plus vaste projet de développement hydro-électrique de Colombie.

Deux volontaires de PBI accompagnent l'association des agriculteurs de la vallée de Cimitarra pour une mission de vérification de la zone de réserve paysanne (zone réservée à l'implantation de petits agriculteurs autochtones)



Étude de cas: COSPACC

PBI accompagne COSPACC depuis 2009 : c'est une association polyvalente qui se consacre au soutien des petits agriculteurs, des communautés autochtones et dénonce les atteintes systématiques à leurs droits dans le centre-est de la Colombie, riche en pétrole. En 2013, nous avons participé à leurs formations de leaders et les avons accompagnés dans leurs déplacements en zones à haut risque, leur permettant ainsi de conseiller et soutenir des victimes d'atteintes aux droits. PBI a notamment assuré un accompagnement d'urgence en mars, pendant la grève des ouvriers des plantations de café. Nous avons accompagné Fabián Laverde, président de l'association, à Cruce de Armero (Tolima) où il a pris connaissance de brutalités policières contre un manifestant. Lorsque les bureaux de COSPACC ont été cambriolés et que des équipements sensibles et indispensables pour son travail ont été volés, PBI a intensifié ses visites et organisé pour les membres de l'association des ateliers de formation à la sécurité.

Fabián Laverde président de COSPACC lors d'une manifestation organisée par MOVICE



Mexique

Le Mexique est toujours un pays dangereux pour les défenseurs. Les États de Oaxaca, de Chihuahua et de Coahuila sont parmi ceux qui comptent le plus grand nombre d'agressions contre eux.

PBI est implanté au Mexique depuis 1999 et a ouvert en 2013 une nouvelle équipe dans les États de Chihuahua et Coahuila. Nous avons organisé des tournées de plaidoyer en Europe et aux États Unis, alerté l'opinion internationale et encouragé les autorités locales à prendre des mesures de protection pour les défenseurs dans ces deux États. Pour marquer le lancement de cette nouvelle équipe, PBI a organisé une table ronde avec les défenseurs et des représentants du corps diplomatique. A la fin de l'année, nous accompagnions 5 organisations dans ces deux États.

PBI a également poursuivi en 2013 son soutien et sa protection aux défenseurs de Oaxaca, où la gravité de la situation l'a amené à mobiliser son réseau de soutien international. Des lettres ont été envoyées au gouvernement par plusieurs organisations internationales (et parmi elles, l'OMCT). Un parlementaire étatsunien

a alerté le département d'État et un membre du parlement européen a fait de même auprès de la Commission européenne. Des représentants des ambassades d'Allemagne, de Norvège et de Suisse se sont rendu à Oaxaca pour avoir des informations de première main. A la suite de ces mobilisations, les autorités mexicaines ont rencontré les défenseurs pour élaborer avec eux des mesures de protection.

En octobre 2013, le Mexique a passé son examen périodique universel devant le conseil des droits de l'Homme des Nations Unies. PBI a mené une campagne intensive pour que le thème de la protection des défenseurs soit un sujet prioritaire : nous avons sollicité 30 gouvernements, rencontré plus de 50 acteurs internationaux et organisé des rendez-vous entre des défenseurs mexicains et des gouvernements étrangers. Plus du tiers des 176 recommandations faites par l'examen périodique universel au Mexique concernaient la situation des défenseurs. Parallèlement, grâce au lobbying de PBI et de ses partenaires, l'Union Européenne a

PBI à une assemblée de familles réunies au sein de la FUUNDEC (Association de familles de disparus dans le Coahuila) avec des représentants du gouvernement, Saltillo.



mis en place un groupe de travail "droits de l'Homme" pour faciliter les relations entre la délégation de l'UE au Mexique et la société civile. PBI a joué un rôle de facilitateur dans différentes rencontres de ce jeune groupe de travail. De plus, lorsque des membres du parlement européen (y compris son président) se sont rendus au Mexique, ils ont rencontré des défenseurs, ce pour quoi PBI plaidait depuis longtemps. A la suite d'un courrier signé de PBI et d'autres ONG et adressé à la Commission parlementaire "Union Européenne - Mexique", celle-ci a rencontré pour la première fois des membres de la société civile et décidé de renouveler régulièrement ces rencontres.



José Luis Manzo

Regards sur les activités de terrain (suite)

Guatemala

Les défenseurs guatémaltèques ont connu plus de risques de violence en 2013 qu'ils n'en avaient connus depuis 14 ans. L'Unité de Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme (UDEFEQUA) a enregistré une augmentation de 115% des agressions contre les défenseurs (par rapport à 2012).

2013 a marqué le 30^{ème} anniversaire de la présence de PBI au Guatemala. Le 10 mai, l'ex-chef d'État, le militaire Efraín Ríos Montt a été condamné pour génocide et crimes de guerre à 80 années de prison. PBI a accompagné Edgar Pérez et d'autres avocats des victimes depuis 2010. Notre soutien a permis d'assurer la sécurité des avocats et d'autres participants, dans la mesure où nous tenions la communauté internationale informée au jour le jour du développement du procès. Plusieurs missions diplomatiques ont suivi le procès, des Barreaux et des parlementaires européens ont envoyé des lettres de soutien demandant que la sécurité des participants soit assurée et que soit respecté le droit des victimes de la guerre civile à la justice.

Bien que la condamnation de Ríos Montt ait été annulée dix jours après par la Cour constitutionnelle, pour des questions de procédure, les organisations locales avec

lesquelles nous avons travaillé considèrent néanmoins que ce procès avait pour elles une signification positive. Il était important que le témoignage de tant de victimes de crimes abominables soit officiellement reconnu, ce qui permet une construction collective de la

mémoire historique.

Beaucoup des défenseurs avec lesquels nous travaillons au Guatemala mettent leur vie en jeu pour soutenir des communautés vulnérables et visent à faire respecter les droits des communautés

autochtones - droit à la terre et à ses ressources naturelles - face à de puissantes sociétés nationales et internationales. Dans ce domaine, nous avons en 2013 donné une réponse favorable à CPK (Conseil du peuple K'iche', un mouvement qui rassemble 87 communautés) à la suite des menaces et des agressions subies par des membres de CPK à l'occasion de leur combat en faveur de la protection et de la promotion des droits collectifs des villages indigènes, tels que le droit à l'eau et à la terre. CPK soutient les démarches de consultation collective là où des méga-projets miniers, hydro-électriques ou agricoles sont prévus ou déjà lancés. PBI s'est régulièrement déplacé à Santa Cruz del Quiché pour accompagner CPK à des moments clés. Nous avons également soutenu un des leaders de CPK, Lolita Chávez, et facilité sa participation à des rencontres au Guatemala ou à l'étranger.



Honduras

Depuis le coup d'état de 2009, la situation des défenseurs des droits de l'Homme au Honduras s'est sérieusement détériorée : selon Navi Pillay, Haut commissaire des Nations Unies pour les droits humains, les défenseurs font face à une insécurité chronique.

Après avoir été sollicité par la Plateforme hondurienne pour les droits de l'Homme qui demandait un accompagnement international, PBI a mené des enquêtes, sur place, en 2011 et 2012.

En 2013, nous avons publié un rapport sur la situation des défenseurs au Honduras et mis au point un projet d'accompagnement protecteur. Tout au long de l'année, nous avons travaillé à constituer un réseau de soutien avec les défenseurs honduriens, la société civile et la communauté internationale.

Les deux premiers volontaires de

terrain sont arrivés à Tegucigalpa en octobre 2013, à temps pour assurer une observation internationale pendant les élections (présidentielle et générale) qui se sont déroulées en novembre. Ils ont rédigé un rapport soulignant les risques encourus par les défenseurs honduriens dans le contexte électoral et préconisant des recommandations à la communauté internationale: "Honduras : nouvelles perspectives pour les droits de l'Homme?". Il sera publié début 2014 (notamment en Français).

PBI a rencontré en 2013 plus de 30 organisations de défense des droits et a reçu 5 demandes formelles d'accompagnement. Nous avons travaillé à établir des liens utiles, tant en Europe qu'aux États-Unis. Avec PBI-Guatemala, nous avons participé à une mission de plaidoyer aux États-Unis où nous avons pu évoquer la cause des défenseurs du Honduras au Congrès et au Département d'État.

Indonésie

PBI a travaillé en Indonésie de 2001 à début 2011. Depuis cette date, PBI a suivi la situation des défenseurs, particulièrement en Papouasie, et leur a donné des occasions de partager leur expérience et de créer des liens avec la communauté internationale. En 2012, nous avons mené une recherche pour savoir comment nous pouvions soutenir ces défenseurs. Leur demande s'est portée sur une aide à la formation : améliorer leurs capacités à recenser, documenter, analyser les situations et à les porter à la connaissance des réseaux nationaux et internationaux de soutien et de plaidoyer. Pour répondre à cette demande, PBI s'est associé à ELSAM (Lembaga Studi dan Advocacy Masyarakat - Institut pour la recherche publique et le plaidoyer), une ONG indonésienne créée en 1993 par des militants des droits de l'Homme et des juristes. Nous souhaitons lancer ce projet mi-2014.

Kenya

PBI a lancé son tout premier programme en Afrique au Kenya, en 2013, en réponse aux nombreux défis supportés par les défenseurs kényans pour mener à bien leur travail. Pendant les premiers mois, nous avons pris des contacts approfondis pour définir au mieux quelle serait notre stratégie

afin d'être le plus efficaces possible. La priorité nous a semblé être de construire des réseaux de soutien entre les défenseurs kényans, la société civile et la communauté internationale. Nous avons rencontré de nombreuses organisations de défense des droits à travers le pays qui se consacraient à des problèmes divers, au nombre desquels les violences policières, la corruption, l'accès à la terre, les violences sexuelles.

Témoignage d'une volontaire – Ingrid Kruiter, volontaire PBI

“J’ai rejoint l’équipe PBI du Kenya en août 2013 après avoir été volontaire en Colombie en 2010. J’ai appris que les difficultés les plus grandes tenaient de l’impunité généralisée, des violences policières, et des questions liées à l’occupation de la terre. Les défenseurs qui militent pour les droits des LGBTI, et les femmes défenseuses sont également particulièrement menacés.

La principale tâche de l’équipe a consisté à rencontrer les autorités

locales et nationales, les ONG et le milieu diplomatique pour évaluer comment PBI pouvait travailler au Kenya. En 2014, nous allons construire à partir de ces observations.

Quand j’étais en Colombie, j’ai été très motivée par les défenseurs qui, en dépit des menaces de mort dont ils étaient l’objet, continuaient à se battre pour un monde plus juste. C’est ce qui m’a amenée à venir dans un pays qui m’était totalement inconnu et à me lancer dans cette nouvelle aventure. Les personnes que nous renontrons au Kenya sont tout aussi courageuses et motivantes.”

Népal

PBI a travaillé au Népal depuis 2005. Fin 2012, nous avons dû fermer l’équipe de volontaires ; en 2013 seule une petite équipe est restée à Katmandou pour assurer du plaidoyer et un travail de réseau en faveur de défenseurs.

En matière de plaidoyer, PBI est à l’origine de concertations au sein d’un groupe de travail réunissant des représentants d’ambassades de l’Union Européenne et des défenseurs. C’est ainsi que les préoccupations des défenseurs ont été incorporées à la proposition conjointe de l’UE sur le Népal au moment de la révision périodique devant le Conseil des Nations Unies pour les droits de l’Homme. Les informations transmises par PBI ont été également reflétées dans le communiqué public d’une délégation du Bundestag et dans des courriers adressés au gouvernement du Népal par des associations de juristes britanniques et le groupe de travail parlementaire sur les droits de l’Homme du Royaume-Uni.

PBI a développé NepalMonitor.org pour alerter les organisations locales sur les incidents concernant les droits des personnes dans leur environnement immédiat et pour permettre à chacun de partager cette information au niveau local, national et international. NepalMonitor.org est géré par un site web d’accès libre et gratuit, Ushahidi, utilisé par des centaines d’organisations dans le monde. Plus de 200 défenseurs étaient inscrits sur ce site fin 2013. En partenariat avec la COCAP (un collectif de 43 organisations népalaises qui se consacrent à la paix et aux droits de l’Homme), PBI a également organisé deux formations à la sécurité pour 47 défenseurs. Ils ont appris comment identifier les menaces sur leurs données sensibles et comment se protéger de l’intrusion de logiciels malveillants, de hackers, y compris à travers des procédés de cryptage. On leur a remis un ensemble d’outils en accès libre utilisables pour leur sécurité et donné une initiation concrète à leur utilisation.

Après avoir largement consulté les défenseurs, PBI a décidé de mettre un terme à sa présence sur le terrain à partir du 1er janvier 2014. Nous collaborerons avec une organisation locale, pour qu’elle gère NepalMonitor.org et que ce service puisse durer aussi longtemps que nécessaire.

Emma Platt, volontaire PBI dans le bureau de Nairobi, Kenya



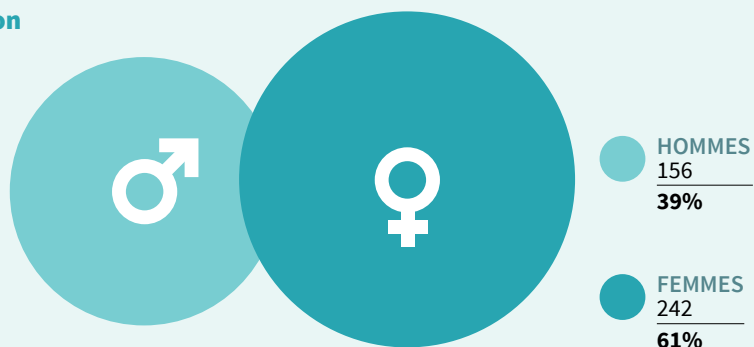
Nos volontaires, nos bénévoles et nos soutiens

En 2013, PBI a bénéficié de l'engagement de 305 volontaires et bénévoles dans les pays d'intervention, les groupes nationaux et au Secrétariat international à Londres.

286 bénévoles ont animé 12 groupes nationaux et le Secrétariat international à Londres

112 volontaires internationaux ont apporté leur soutien à 326 défenseurs sur le terrain.

Répartition par sexe



Ces volontaires venaient de :

Roumanie **Mexique** **Allemagne** **Italie**
Chile **Slovénie** **Etats-Unis d'Amerique** **Suisse** **Pays-Bas**
Espagne **Belgique** **Bésil** **Bangladesh** **Argentine** **Perú** **Norvège**
Australia **France** **Suède** **Colombie**
Portugal **Irlande** **Royaume Uni**

Nous tenons à remercier les nombreux organismes et personnes individuelles qui ont financièrement contribué en 2013 à la vie de PBI, parmi lesquelles :

Agence catalane de coopération et de développement
 Agence suisse pour la coopération et le développement
 Ambassade de Grande Bretagne et du Commonwealth au Mexique
 Ambassade de Norvège au Mexique
 Ambassade de Suisse au Mexique
 Ambassade des Pays Bas au Mexique
 Ambassade du Canada au Mexique
 Amnesty Suisse
 Barreau de Paris – fonds de solidarité
 Canton de Berne (CH)
 Christian aid (GB)
 Département fédéral suisse pour les affaires étrangères
 Diaconat évangélique de Wiesbaden (D)
 Eglise évangélique vaudoise
 Eglise protestante de St Gall-Tablat (CH)

Fondation Campbell Webster (CDN)
 Fondation « Fair Share »
 Fondation Ferster (CH)
 Fondation Hartstra (NL)
 Fondation MacArthur (USA)
 Fondation Maya Behn-Eschenburg (CH)
 Fondation Overbrook (USA)
 Fonds Cantabria Coopera (E)
 Fonds d'aide de la société des avocats (GB)
 Fonds pour le développement des Pères basiliens
 Fribourg Solidarity
 Institut pour les relations culturelles internationales, programme Zivik de résolution civile des conflits (D)
 Intermon – AECID (Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement)
 Irish Aid – Fonds pour la société civile
 Jenö Stähelin Stiftung (CH)
 Kerk in Actie (NL)
 Mensen met een Missie (NL)
 Ministère des affaires étrangères d'Allemagne
 Ministère des Affaires étrangères de Norvège
 Misereor (D)

Non violence XXI (F)
 Oxfam
 « Pain pour le monde » (D)
 Province de Navarre (E)
 Province de Valladolid
 Service civil pour la paix (Ministère pour la coopération économique et le développement (D)
 Service de solidarité internationale (Canton de Genève)
 Sigrid Rausing Trust (GB)
 Syndicat des employés des services publics de l'Ontario (CDN)
 Trocaire (Irlande)
 Union Européenne (Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme)
 Ville de Barcelone
 Ville de Saint Sébastien
 Ville de Pampelune
 Ville de Santander
 Ville de Valladolid
 Ville de Gland (CH)
 Ville de Renens (CH)
 Ville de Rolle (CH)
 Weltwaerts (D)

Sans les centaines de personnes et d'organismes qui soutiennent PBI avec leur temps, leur énergie et leurs contributions financières, le travail de PBI en faveur des droits de l'Homme ne serait pas possible.

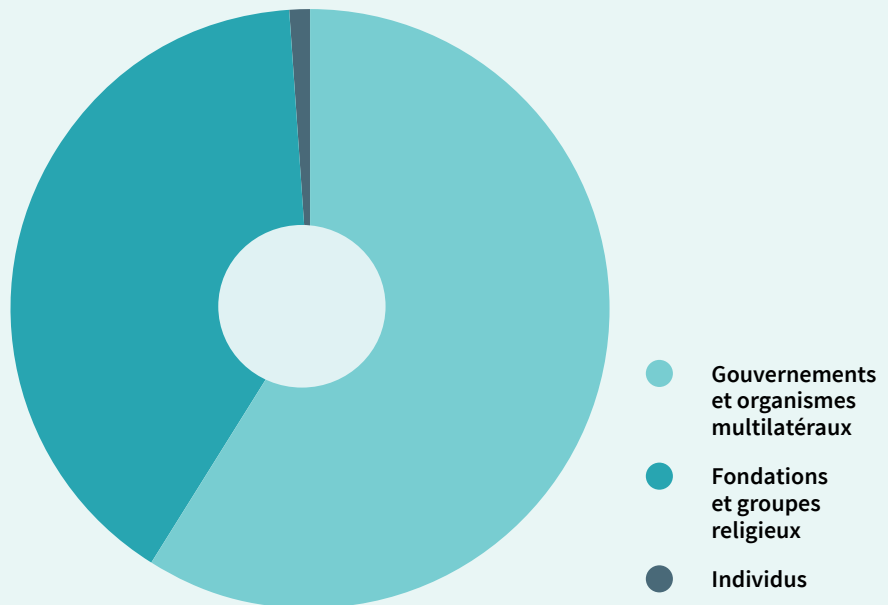
Qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Qui finance PBI

Notre travail de protection des défenseurs repose sur le soutien de personnes individuelles, de fondations, d'institutions religieuses, d'agences gouvernementales et d'autres sources multilatérales.

La plupart de nos ressources sont collectées par les groupes nationaux qui sont en étroites relations avec nos donateurs en Allemagne, Belgique, au Canada, aux États-Unis d'Amérique, en Espagne, France, Italie, Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse.

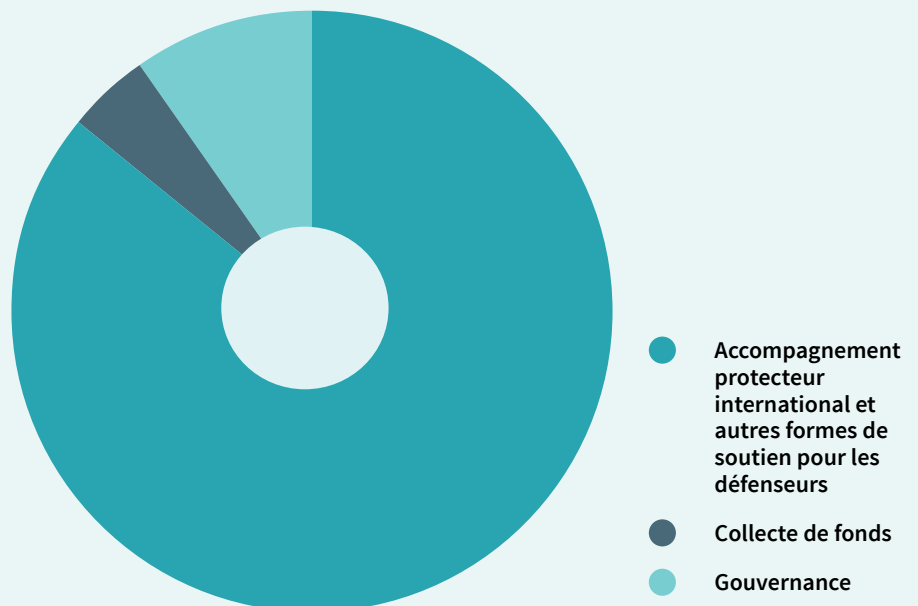
**Total des ressources en 2013 :
2 611 301 USD (soit 1 882 238€)**



Comment sont dépensés les fonds reçus

Pour chaque euro reçu, 87 cts sont utilisés directement pour notre travail en faveur des droits de l'Homme et 13 cts pour l'administration et la recherche de fonds.

**Total des charges en 2013 :
2 202 915 USD (soit 1 587 872€)**



*Tous les comptes font l'objet d'un audit. Ces données ne tiennent pas compte des budgets des groupes nationaux qui sont des entités juridiques autonomes.



peacebrigadesinternational

Promotion de la non-violence et
des droits de l'Homme depuis 1981
www.peacebrigades.org

PBI: Contacts

Groupes nationaux de PBI

Allemagne

PBI Deutscher Zweig. e.V.
Bahrenfelder Straße 101a
22765 Hamburg
TEL +49 40 3890 43710
EMAIL info@pbi-deutschland.de

Belgique

23 rue Lt F Wampach
B-1200 Brussels
Belgium
EMAIL pbibelgium@scarlet.be

Canada

323 Chapel Street
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2
Canada
TEL +1 613 237 6968
EMAIL info@pbicanada.org

Espagne

C/General Dávila, 242 B, 4º B
39006 Santander
Spain
TEL + 34 942 07 10 96
EMAIL admin@pbi-ee.org

Espagne (Catalogne)

PBI Spanish State Catalunya
C/ Rocafort,
242 bis, primer piso,
08029 Barcelona,
SPAIN
TEL +34 931291333

États-Unis d'Amérique

Peace Brigades International-USA,
P.O. Box 75880,
Washington DC, 20013
EMAIL info@pbiusa.org

France

21 ter rue Voltaire
75011
Paris
France
TEL +33 14373 4960
EMAIL pbi.france@free.fr

Italie

Via Asiago 5/A, 35010,
Cadoneghe (PD),
Italy
TEL +39 349 587 0942
EMAIL info@pbi-italy.org

Norvège

Fredshuset (Peace House) møllergata 12,
7th floor
Oslo
Norway
TEL +47 97092657
EMAIL kontakt@pbi.no

Pays-Bas

Koninginnestraat 59
2515 KG Den Haag
The Netherlands
TEL + 31 70 3882616
EMAIL info@peacebrigades.nl

Royaume-Uni

1B Waterlow Road
London N19 5NJ, UK
TEL +44 (0)20 7281 5370
EMAIL susibascon@peacebrigades.org.uk

Suède

PBI-Sverige
Blixtåsvägen 6, 42437
Angered, Sweden
EMAIL anders.malmsten@naturskyddsforeningen.se

Suisse

Gutenbergstrasse 35
3011 Bern, Switzerland
TEL +41 31 372 44 44
EMAIL info@peacebrigades.ch

Secrétariat international de PBI

Development House
56-64 Leonard Street,
London EC2A 4LT, UK
TEL + 44 (0) 20 7065 0775
EMAIL admin@peacebrigades.org